

réponse à cette question.

Dans cette période d'espoir et d'incertitude, assurons-nous que les alliances restent bien l'expression d'une libre adhésion politique et non le reflet d'une discipline de blocs qui n'a plus lieu d'être.

Messieurs les ministres, ces questions et toutes celles qui touchent à l'édification d'une Europe unie et pacifique, ces questions qui engagent notre avenir commun, doivent être discutées au plus haut niveau.

C'est la raison pour laquelle la France a immédiatement fait sienne la proposition d'une réunion au sommet de la CSCE en 1990. Je me réjouis qu'elle recueille désormais un large consensus et je rappelle, je me permets de rappeler ce que vous savez tous par ailleurs, la disponibilité de la France à accueillir ce sommet à Paris.

Nous devons dès à présent tracer les grandes lignes de cette rencontre et notre décision d'hier, dont je me félicite, va dans ce sens.

Je souhaite en premier lieu que ce sommet vienne couronner les accords négociés à Vienne, à 23 sur la réduction des forces classiques et à 35 sur la mise en oeuvre de nouvelles mesures de confiance et de sécurité.

Nous ferons bien entendu le bilan des orientations tracées dans le document final de la réunion CSCE de Vienne en janvier 1989 et des résultats acquis depuis cette date. Il faudra y consacrer d'autant plus d'attention que certains pays alors réticents reviennent aujourd'hui à des conceptions défendues par les seuls pays démocratiques. Ce qui paraît acquis depuis mérite donc d'être solennellement entériné.

Au-delà, nous devons dessiner les perspectives d'un ordre de sécurité fondé sur les nouvelles réalités politiques de l'Europe. La dynamique du désarmement devra se poursuivre, mais d'une façon cohérente avec les évolutions politiques du vieux continent. Celles-ci sont désormais si rapides qu'un nouveau cadre et de nouveaux objectifs devront être définis dans un nouveau mandat et nous avons l'espoir qu'à titre national, chacun des pays, des états participants de la CSCE voudra souhaiter se joindre à l'élaboration de ce dernier.

Voilà, Monsieur le Président, rapidement ébauchées, nos premières ambitions pour cette réunion. Mais rien n'empêche de penser que les évolutions en Europe n'en feront pas naître d'autres d'ici-là.

Quoi qu'il en soit, nous nous devons de proposer dès à présent une perspective à toutes les nations européennes qui souhaitent partager ensemble certaines

